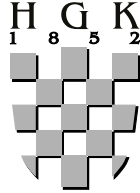




HUP

Hrvatska udruga poslodavaca



HRVATSKA
OBRTNIČKA
KOMORA

Le présent document présente une synthèse des débats sur le thème “Garantir les importations énergétiques essentielles pour l’UE: de nouvelles possibilités ou de nouvelles menaces?”, qui s’est déroulé le 14 novembre 2014 à Zagreb, en Croatie.

Cette conférence a été organisée en partenariat avec la Chambre croate des métiers et de l’artisanat, la Chambre croate de commerce et l’Association croate des employeurs.



Comité économique et social européen
Groupe des Employeurs

À propos du groupe des employeurs

Le groupe des employeurs réunit des entrepreneurs et représentants d’associations d’entrepreneurs qui, dans les 28 États membres de l’Union européenne sont actifs dans l’industrie, le commerce, les services et l’agriculture. Nos membres s’emploient résolument à mettre leurs différentes expériences au service de la poursuite du projet européen.

Le Comité économique et social européen est l’unique institution européenne à réunir des chefs d’entreprise et autres acteurs pleinement engagés dans la vie économique et sociale de leur pays. Nous faisons entendre la voix des entreprises au niveau européen.



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d’édition: unité “Visites et Publications”
EESC-2014-62-FR
www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2015
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



Print
QE-01-14-860-FR-C
ISBN 978-92-830-2528-3
doi:10.2864/95680

Online
QE-01-14-860-FR-N
ISBN 978-92-830-2526-9
doi:10.2864/95595

FR



© iStock

Garantir les importations énergétiques stratégiques de l'UE: de nouvelles possibilités ou de nouvelles menaces?

LA DÉPENDANCE DE L'UE VIS-À-VIS DE L'ÉNERGIE IMPORTÉE ET LES PRINCIPAUX MOYENS DE LA RÉDUIRE

L'UE présente un fort degré de dépendance par rapport aux ressources énergétiques extérieures. Plus de la moitié de l'énergie qu'elle consomme provient d'importations. L'instabilité qui règne au Moyen-Orient, s'ajoutant à la détérioration de ses relations avec la Russie et des changements dans la structure de la demande d'énergie, aura pour effet que la sécurité énergétique devrait, selon toute apparence, rester en tête de ses préoccupations à l'horizon de ces quelques prochaines années.

La nouvelle Commission européenne a veillé à ce que la politique énergétique constitue l'une de ses grandes priorités. Il est capital que dans les ans à venir, nous nous employions à accroître notre sécurité énergétique et à créer une véritable union de l'énergie. En mai 2014, la Commission européenne a publié sa «stratégie européenne pour la sécurité énergétique», qui a été ensuite revue à la lumière des décisions adoptées lors de la réunion d'octobre du Conseil européen. Le texte esquisse les principales mesures qui devront être prises, à court et long termes, pour améliorer notre sécurité énergétique.

Il s'avère nécessaire que les États membres de l'UE coopèrent plus étroitement entre eux et s'échangent des informations en ce qui

concerne les besoins énergétiques et les plans de soutien. Les tests de résistance réalisés par la Commission européenne ont clairement montré qu'en cas d'interruption des fournitures de gaz, bon nombre d'États membres, parce qu'ils recourent aux mêmes ressources de substitution, seraient dans l'incapacité de mettre à disposition des quantités suffisantes de ces sources d'énergie.

Aussi est-il absolument capital de créer une véritable union énergétique. Si elle pouvait parler d'une seule voix, l'UE serait à même d'améliorer la position à partir de laquelle elle négocie avec ses fournisseurs. En cas de rupture d'approvisionnement, un marché intérieur de l'énergie qui serait totalement intégré garantirait la sécurité énergétique de tous ses États membres. Les politiques énergétiques nationales n'ont désormais plus lieu d'être en son sein. L'ensemble des actions en matière d'énergie doivent s'inscrire dans des stratégies qui se situent tout à la fois au niveau de l'Union et à l'échelon régional.

Or si nous voulons créer un marché intérieur de l'énergie qui soit totalement intégré, il nous faudra réaliser de gros investissements dans nos infrastructures. Les États membres de l'UE doivent s'assurer que leurs réseaux soient totalement interconnectables. Un cofinancement public sera nécessaire à cette fin, pour garantir que les projets qui ne sont pas économiquement rentables seront couverts eux aussi.

Les participants au débat ont affirmé que le bouquet énergétique de l'UE devait intégrer tous les types d'énergie, des combustibles fossiles aux nouvelles technologies comme le gaz de schiste et les renouvelables, en passant par le nucléaire. En ce qui concerne la diversification des ressources, il conviendrait que l'UE continue à prospecter de nouvelles sources possibles d'énergie sur son territoire et à ouvrir de nouvelles lignes d'approvisionnement, grâce à des terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL).

Une efficacité énergétique accrue a le pouvoir d'augmenter la sécurité énergétique de l'UE dans des proportions significatives, en particulier pour ce qui concerne le secteur de la construction et celui du transport. Au cours des dernières décennies, l'industrie européenne a effectué des progrès notables pour utiliser plus efficacement l'énergie.



LA PERSPECTIVE DE LA CROATIE: UNE RÉGION QUI PROGRESSE DANS LA SÉCURITÉ DE SON APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

Eu égard à la position stratégique qu'elle occupe du point de vue géographique, la Croatie entend jouer un rôle en pointe pour encourager la coopération régionale dans le domaine de l'énergie. Ce sera assurément une gageure pour elle que d'atteindre les objectifs climatiques fixés par le Conseil européen et il lui faudra, pour y parvenir, consentir de lourds investissements dans l'innovation et la modernisation de ses équipements.

Comme bon nombre d'autres États membres de l'UE, la Croatie est fortement tributaires de ressources énergétiques importées. Pour réduire ces importations, le gouvernement croate apporte tout son soutien à la prospection gazière dans l'Adriatique et à l'amélioration de l'efficacité énergétique. Cette action représente une occasion à saisir pour les PME qui sont les plus efficaces dans le domaine de l'innovation et contribuera à favoriser la recherche et le développement, ainsi que la création d'emplois dans le secteur des technologies vertes.

Dans le cadre de sa stratégie énergétique, la Croatie a fortement encouragé, des années durant, le recours aux énergies renouvelables, en particulier l'éolien et le solaire. Son expérience a toutefois fait ressortir que le financement de tels projets soulève bon nombre de défis. La promotion des renouvelables doit aller de pair avec des politiques qui soient propres à assurer un retour sur investissement suffisant, sans pour autant subventionner l'énergie verte et, de ce fait, accroître les charges financières qui pèsent sur celle d'origine fossile.

Dans la région, l'interconnexion des réseaux atteint un niveau satisfaisant pour ce qui est des infrastructures mais s'avère en revanche chaotique et fort mal organisée du point de vue de la cohérence des réglementations. Des redevances de transit sont prélevées à chaque frontière, étant donné que tous les pays de la zone ne sont pas membres de l'UE, et les procédures applicables varient, tout comme le montant de ces prélèvements, de sorte que le potentiel de développement du marché s'en trouve bridé. Ces taxes perçues par les gestionnaires de réseaux de transport sont censées être réinvesties dans l'amélioration des capacités d'interconnexion mais il est malheureusement rare qu'il en soit réellement ainsi.

Vétustes, beaucoup d'installations énergétiques, comme les centrales hydroélectriques, nécessitent de lourds investissements. Pour moderniser le secteur énergétique de la Croatie, HEP, l'entreprise publique qui a la responsabilité d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en électricité et en chaleur, a décidé d'investir dans des équipements de cogénération thermoélectrique, de manière à réduire la dépendance énergétique du pays.





CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES – LE POUR ET LE CONTRE

L'Union européenne est responsable d'environ 11 % des émissions mondiales de CO₂. Les participants à la table ronde se sont accordés à estimer que si l'Europe se doit de garder son rôle de chef de file pour ce qui est de définir des objectifs climatiques ambitieux, elle ne peut pour autant se permettre de perdre la bataille pour la compétitivité qui se livre à l'échelle de la planète.

La nécessité se fait sentir d'avoir une approche équilibrée dans le domaine de l'action en faveur du climat; compétitivité, sécurité d'approvisionnement et enjeux climatiques constituent des aspects qui doivent être tous pris en compte, sur un pied d'égalité. Il ne sera possible d'engranger des résultats au niveau planétaire qu'à la condition que toutes les parties prenantes conviennent de faire baisser leurs émissions de CO₂. Le succès de la conférence des parties (CdP) qui se déroulera en 2015 à Paris est capital si nous voulons atteindre cet objectif. Les économies émergentes et celles en phase de développement doivent consentir à prendre la part qui leur incombe dans le verdissement de l'économie et à assumer leurs responsabilités financières pour diminuer les émissions de CO₂.

Une démarche équilibrée est également requise à l'égard du processus de «verdissement» de l'activité économique. Une économie verte est certes porteuse de perspectives d'affaires et de croissance pour les secteurs qui développent les technologies indispensables pour cette écologisation mais d'autres branches d'activité à forte intensité énergétique éprouveront quant à elles des difficultés pour s'adapter à cette nouvelle donne et leur compétitivité s'en trouvera dès lors érodée.

En ce moment où l'Europe s'efforce d'augmenter la part des énergies renouvelables dans son équation énergétique, l'exemple de l'Allemagne témoigne des multiples défis que ce processus pose aux États membres de l'UE. La loi allemande sur les énergies renouvelables, qui subventionne ces dernières, a renchéri de 6,4 centimes d'euro le prix que les consommateurs classiques paient pour un kilowatt-heure d'électricité, quelle qu'en soit l'origine. En 2014, les subventions dont ils supportent le financement atteindront un total de 24 milliards d'euros. Des analyses ont montré qu'une législation

prévoyant des tarifs d'achat fixes ne constitue ni un moyen efficace de contrer le changement climatique, ni un moteur d'innovation dont les effets seraient mesurables.

Les sources d'énergie renouvelables (SER) ne peuvent contribuer que dans une mesure très limitée à la «capacité garantie», c'est-à-dire à la couverture des pics annuels de consommation. Il est nécessaire de disposer de centrales électriques d'appoint pour pallier les déficiences de la production fournie par les renouvelables et offrir des capacités fiables et une sécurité d'approvisionnement.

Pour compléter le dispositif des renouvelables, il est requis d'installer des surcapacités considérables. De même, des centrales de renfort doivent également être disponibles quand les réseaux doivent faire l'objet d'extensions d'une certaine ampleur et il s'impose en outre de développer des capacités pour stocker efficacement l'énergie. Afin de pouvoir exploiter à plein les potentialités des renouvelables, il y a lieu d'effectuer une percée dans les innovations ressortissant à ce domaine du stockage énergétique. Aussi s'avère-t-il absolument primordial de stimuler la recherche et le développement dans le secteur novateur de l'énergie.

Pour autant que l'environnement soit approprié, l'énergie renouvelable offre d'énormes potentialités, en particulier pour les PME. Les technologies novatrices aboutissent non seulement à créer croissance et emploi mais offrent à toutes les entreprises des moyens de comprimer leurs charges. Sur ce point, une présentation a été effectuée à propos d'un exemple intéressant d'initiative entrepreneuriale qui a été déployé en Croatie dans le secteur énergétique: installées à proximité de leurs utilisateurs finaux, de petites centrales fonctionnant à l'énergie éolienne et solaire permettent d'élargir la palette des sources d'énergie et de réduire les dépenses de consommation énergétique des particuliers. Des dispositifs de soutien sont toutefois nécessaires, car ces filières et ces entrepreneurs butent sur des difficultés pour financer de tels projets.

Pour ce qui est de l'énergie solaire, l'UE possède des gisements appréciables, notamment en Espagne, dans le Sud de l'Italie, en Grèce et en Croatie. Bien que le coût de l'énergie solaire ait connu une baisse régulière au cours de ces dernières années, les cellules photovoltaïques sont encore et toujours produites à un prix qui la rend nettement plus onéreuse que les sources d'énergie classiques ou d'autres renouvelables.

